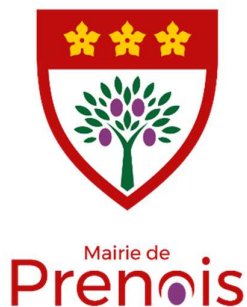


RUE DU MEIX DE LA VIGNE – RUE DE PASQUES

MAITRE D'OUVRAGE
Commune de PRENOIS



MAITRE D'OEUVRE



MARCHE DE TRAVAUX

VRD

Pièce n° 3

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
CCAP**

Sommaire

1. Objet du marché - Dispositions générales.....	4
1.1 Objet du marché - Domicile du titulaire	4
1.2 Décomposition en lots et fractionnement en tranches fermes et optionnelles	4
1.3 Hygiène et sécurité	4
1.4 Etudes d'exécution	4
1.5 Ordonnancement, Pilotage et Coordination du Chantier	4
1.6 Unité monétaire	4
1.7 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers	4
1.8 Application des articles R2143-6 à 10 du code de la commande publique	5
2. Pièces constitutives du marché	5
2.1 Pièces particulières par dérogation à l'article 4.1 du CCAG	5
2.2 Pièces générales	5
3. Prix - Variation dans les prix - Règlement des comptes	6
3.1 Répartition des paiements.....	6
3.2 Modalités d'établissement des prix	6
3.3 Forme des prix des prestations objets du marché.....	6
3.4 Modalités du règlement des comptes du marché	6
3.5 Variation de prix	7
3.6 Paiement des cotraitants et des sous-traitants.....	8
3.7 Délai de paiement	9
3.8 Délais limites de notification des tranches optionnelles.....	9
4. Clauses de financement et de sûreté	9
4.1 Retenue de garantie	9
4.2 Avance de démarrage	10
4.3 Acompte sur approvisionnement.....	10
4.4 Avance	10
5. Délais d'exécution - Pénalités et primes	10
5.1 Délais d'exécution des travaux	10
5.2 Calendrier détaillé d'exécution	10
5.3 Prolongation des délais d'exécution	10
5.4 Pénalités pour retard dans l'exécution	11
5.5 Pénalités pour absence aux réunions de chantier	11

5.6 Pénalités pour non-respect des dispositions de Sécurité et protection de la Santé des travailleurs	11
5.7 Autres pénalités diverses	11
6. Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits	12
6.1 Conformité aux normes	12
6.2 Provenance des matériaux et produits	12
6.3 Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	12
7. Préparation, coordination et exécution des travaux	12
7.1 Implantation des ouvrages : piquetage	12
7.2 Plan de récolement et contrôle de conformité	13
7.3 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	13
7.4 Documents nécessaires à l'exécution des ouvrages	14
7.5 Mesures d'ordre social	14
7.6 Sécurité et protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)	14
8. Contrôles, réception et garanties des travaux	15
8.1 Réception	15
8.2 Garantie(s)	15
8.3 Assurances	15
8.4 Autres garanties particulières	16
9. Dérogations et compléments aux documents généraux	16

1. Objet du marché - Dispositions générales

1.1 Objet du marché - Domicile du titulaire

Les prestations du présent marché ont pour objet : l'aménagement de la rue du Meix de la Vigne et de la rue de Pasques à Prenoï. La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières. A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par le titulaire à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché sont valablement faites à la mairie de Prenoï jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître au représentant du pouvoir adjudicateur l'adresse du domicile qu'il aura élu.

Lieu d'exécution des prestations : PRENOIS.

Maîtrise d'œuvre

Les fonctions de maître d'œuvre, sont assurées par :
BAFU – 9 boulevard Rembrandt - 21000 DIJON

1.2 Décomposition en lots et fractionnement en tranches fermes et optionnelles

Sans objet.

1.3 Hygiène et sécurité

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de désigner un coordonnateur SPS en phase travaux.

1.4 Etudes d'exécution

Les études d'exécution sont réalisées en totalité par l'entrepreneur titulaire.
Les études de synthèse sont exécutées en totalité par les soins de l'entrepreneur titulaire.

1.5 Ordonnancement, Pilotage et Coordination du Chantier

Sans objet.

1.6 Unité monétaire

La monnaie de compte du marché est l'euro. Toutes les pièces relatives à la déclaration et aux paiements des sous-traitants, transmises par le titulaire au maître d'ouvrage, doivent être établies dans la même unité monétaire que la monnaie de compte.

1.7 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de la Communauté Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R2193-1 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Les demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte du marché et soumises aux modalités de l'article "Prix - Variation dans les prix - Règlement des comptes" du présent document.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

1.8 Application des articles R2143-6 à 10 du code de la commande publique

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire, et après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu aux articles du code précité. La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai de un mois.

2. Pièces constitutives du marché

2.1 Pièces particulières par dérogation à l'article 4.1 du CCAG

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi.
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi.
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi, assorti des documents ci-après :
 - o Plan de situation
 - o Le programme défini par les plans des travaux, et le bordereau des prix unitaires
 - o Le détail estimatif
 - o L'étude de sol
 - o Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché.

2.2 Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article "Mois d'établissement des prix du marché" ci-après :

- Le Cahier des Clauses Techniques Générales applicable aux marchés publics de travaux.

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

3. Prix - Variation dans les prix - Règlement des comptes

3.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants, ou à l'entrepreneur mandataire du groupement, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

3.2 Modalités d'établissement des prix

En complément de l'article 9 du CCAG, les prix du marché sont hors T.V.A.

Ils sont par ailleurs établis :

- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé (S.P.S.), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement
- Présence de réseaux divers et notamment des lignes électriques et gaz.
- De l'intégration dans l'installation de chantier, de la réalisation du panneau de chantier et le constat d'huissier sur l'ensemble du site des travaux.
- De la concertation avec les entreprises travaillant pour les concessionnaires.
- Les travaux réalisés sous circulation.
- En tenant compte du fait que les travaux seront scindés en plusieurs phases sans rémunération complémentaire.
- En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après :

Nombre de jours de gel à -10° entre 7 heures et 20 heures constaté pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique le plus proche et qui a été atteint au moins deux fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la consultation.

- La hauteur cumulée des précipitations mesurée pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique le plus proche et qui a été atteinte au moins deux fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la consultation.

- La hauteur cumulée des couches de neige pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique le plus proche et qui a été atteinte au moins deux fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la consultation.

- Le poste météorologique de référence est : Longvic

3.3 Forme des prix des prestations objets du marché

Les travaux faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix constitué par le pouvoir adjudicateur.

3.4 Modalités du règlement des comptes du marché

Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

- Les comptes sont réglés mensuellement, suivant les dispositions de l'article 12-1 du Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux.

- Les projets de décompte sont présentés conformément au modèle qui est remis au titulaire.

3.5 Variation de prix

Les répercussions sur les prix des marchés des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations définies ci-après.

3.5.1 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres.
Ce mois est appelé "mois zéro".

3.5.2 Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision applicable C_n pour le calcul de l'acompte du mois n est donné par la formule de variation suivante :

$$C_n = 0.15 + 0.85 \cdot (I_n / I_0)$$

Dans laquelle :

- I_0 est la valeur de l'index * connu au mois zéro (M_0).
- I_n est la valeur de l'index * connu au mois n

*Index divers :

Index travaux publics TP09 pour les postes : 2154, 2202, 2506 et 2507
Index travaux publics TP01 pour les autres postes

Les valeurs des index sont publiées auprès des organismes suivants :
Bulletin Officiel de la Concurrence de la Consommation et de la Répression des fraudes (BOCCRF).

Quand l'index n'est pas connu au moment du calcul, une révision provisoire s'applique sur la base de la dernière valeur connue de l'index. La révision définitive intervient au plus tard 3 mois après la date de publication de la valeur d'index pour le mois requis.

En cas de disparition d'un index et si un index de substitution est publié, la variation des prix est de plein droit, calculée avec ce nouvel index en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire. En cas d'absence d'index de substitution, les parties conviennent de le remplacer d'un commun accord dans le cadre d'une modification du contrat.

Le coefficient de variation obtenu est arrondi à 3 décimales au millième supérieur.

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur. Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la variation des prix, en faisant apparaître le prix de base, la valeur du coefficient de variation, les mois et valeurs d'index utilisées.

3.5.3 Modalités de révision des primes, pénalités et indemnités

Les primes, pénalités et indemnités sont révisées avec la formule du marché ou à défaut

de la première formule définie dans le marché.

3.5.4 Révision provisoire

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

3.5.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la T.V.A.

3.6 Paiement des cotraitants et des sous-traitants

3.6.1 Modalités de paiement direct par virements

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

3.6.2 Désignation des sous-traitants en cours de marché

Dans le cas où la demande d'acceptation est présentée après la conclusion du marché, le titulaire remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration spéciale comportant :

- Les mentions définies à l'article R2193-1 du code de la commande publique ;
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des 5 dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L324.9, L324.10, L341.6, L125.1 et L125.3 du code du travail.

Par ailleurs, afin de justifier des capacités techniques et financières du sous-traitant, cette déclaration spéciale devra être accompagnée des pièces suivantes : les mêmes que celles exigées au titulaire par le pouvoir adjudicataire.

3.7 Délai de paiement

3.7.1 Modalités générales

Les sommes dues à l'Entrepreneur titulaire ainsi qu'à ses sous-traitants à paiement direct en exécution du présent marché sont réglées dans un délai légal applicable aux marchés de travaux.

– Le mandatement par le pouvoir adjudicateur des sommes dues est effectué dans le délai arrêté d'un commun accord entre le pouvoir adjudicateur et le comptable public ou, à défaut, dans un délai qui tient compte du temps imparti au Maître d'œuvre et au comptable public pour assurer leurs missions respectives, afin de garantir des paiements dans le délai global précité.

– La suspension du délai de paiement avant mandatement n'appartient qu'au pouvoir adjudicateur.

3.7.2 Point de départ du délai de paiement

Le délai global de paiement a pour point de départ :

- Pour l'avance, la date de notification de l'ordre de service de démarrage des prestations.
- Pour les acomptes dus à l'Entrepreneur titulaire et les paiements dus aux sous-traitants à paiement direct, la date de réception par le Maître d'œuvre des projets de décompte et des pièces annexées, qui doivent lui être adressées par tous moyens permettant d'attester une date certaine de leur réception.
- Cette date est mentionnée par le Maître d'œuvre sur les certificats pour paiement transmis au pouvoir adjudicateur.
- La date de paiement correspond à la date de règlement par le comptable public, c'est-à-dire à la date d'émission de l'ordre de payer à la Banque de France.

3.7.3 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai global légal fait courir de plein droit des intérêts moratoires selon les modalités définies par la législation en vigueur.

3.7.4 Adresse où les demandes de paiement doivent s'effectuer

Les situations seront transmises pour validation, au maître d'œuvre :

BAFU – 9 boulevard Rembrandt - 21000 DIJON

3.8 Délais limites de notification des tranches optionnelles

Sans objet.

4. Clauses de financement et de sûreté

4.1 Retenue de garantie

La retenue de garantie est fixée à CINQ POUR CENT (5%) du montant des travaux. Cette retenue peut être remplacée par une caution personnelle et solidaire, ou une garantie à première demande.

La retenue de garantie est remboursée ou la caution qui la remplace libérée, à l'expiration du mois suivant la fin du délai de garantie.

4.2 Avance de démarrage

Il ne sera pas versé d'avance de démarrage.

4.3 Acompte sur approvisionnement

Il ne sera pas versé d'acompte sur approvisionnement.

4.4 Avance

Une avance est versée aux titulaires du marché dont le montant est supérieur au seuil fixé par le code de la commande publique, et dont le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est défini, sous réserve des dispositions de l'article R2191-3 du code de la commande publique, à 5 % du montant initial, à l'article R2191-6 et 7 du code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées, qui figure dans un décompte mensuel, atteint 65 % du montant initial du marché.

Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acomptes ou de solde. Le précompte s'effectue après application de la clause de variation de prix sur le montant initial de l'acompte ou du solde.

5. Délais d'exécution - Pénalités et primes

5.1 Délais d'exécution des travaux

Les stipulations relatives aux délais d'exécution sont définies à l'acte d'engagement.

5.2 Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par l'entrepreneur.

- Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux.

Il est soumis par le maître d'œuvre à l'approbation du représentant du pouvoir adjudicateur 10 jours au moins avant l'expiration de la période de préparation visée à l'article « Période de préparation - Programme d'exécution des travaux » ci-après.

Au cours du chantier et avec l'accord de l'entrepreneur, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble du marché défini à l'acte d'engagement.

Le calendrier initial, éventuellement modifié, est notifié par un ordre de service à tous les entrepreneurs.

5.3 Prolongation des délais d'exécution

Lorsqu'un changement de la masse de travaux ou une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages, une substitution à des ouvrages initialement prévus d'ouvrages différents, une rencontre de difficultés imprévues au cours du chantier, un ajournement de travaux décidé par le représentant du pouvoir adjudicateur ou encore

un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires qui sont à la charge du maître de l'ouvrage ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché, les dispositions de l'article 18.2.2 du CCAG Travaux sont seules applicables.

Conformément au premier alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG Travaux, dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés. Cette prolongation est notifiée à l'entrepreneur par un ordre de service qui en précise la durée, laquelle est égale au nombre de journées réellement constaté au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries conformément aux dites dispositions.

5.4 Pénalités pour retard dans l'exécution

Par complément aux dispositions de l'article 19.1 du CCAG Travaux, en cas de retard dans l'exécution des travaux, il est appliqué au titulaire du marché concerné une pénalité décrite dans le tableau ci-dessous :

Valeur de la pénalité (€HT)	Modalités d'application
0.15 % du montant du marché	par jour calendaire de retard

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

Le montant de la pénalité est élevé du fait que le délai d'exécution est un critère de jugement des offres.

5.5 Pénalités pour absence aux réunions de chantier

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre. En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 100 € hors taxes.

5.6 Pénalités pour non-respect des dispositions de Sécurité et protection de la Santé des travailleurs

En cas de non-respect des consignes de sécurité le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 100 € hors taxes.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le coordonnateur SPS ou le maître d'œuvre.

5.7 Autres pénalités diverses

Il est par ailleurs prévu l'application des pénalités suivantes :

- Pénalité journalière pour absence ou non-conformité de la signalisation de chantier : 200 € sur simple constatation par le coordonnateur SPS ou le maître d'œuvre.
- Pénalité journalière pour retard dans la livraison des plans de récolement : 200 € sur simple constatation par le coordonnateur SPS ou le maître d'œuvre pour le préjudice aux acquéreurs, constructeurs et propriétaires.

6. Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

6.1 Conformité aux normes

Sans complément par rapport à l'article 23 du CCAG.

6.2 Provenance des matériaux et produits

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières fixe la provenance de ceux des matériaux, produits ou composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Le pouvoir adjudicateur ne mettra pas à disposition de l'entrepreneur de carrières ou de lieux d'emprunt.

6.3 Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

6.3.1 Vérifications, essais et épreuves sur le chantier

Les C.C.T.P. définissent les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le Maître d'œuvre et l'Entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le Maître d'œuvre qui se réserve toutefois le droit de les faire exécuter par un laboratoire ou un organisme de contrôle de son choix à la charge de l'Entrepreneur.

6.3.2 Vérifications, essais et épreuves en amont du chantier

Les C.C.T.P. précisent quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications, ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'Entrepreneur, de ses sous-traitants éventuels ou de ses fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le Maître d'œuvre et l'Entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications et la surveillance sont assurées par le Maître d'œuvre qui se réserve le droit de les faire exécuter par un laboratoire ou un organisme de contrôle de son choix à la charge de l'Entrepreneur.

7. Préparation, coordination et exécution des travaux

7.1 Implantation des ouvrages : piquetage

- Le piquetage des divers ouvrages faisant l'objet du marché sera effectué par le titulaire à sa charge contrairement avec le Maître d'œuvre.

Piquetage complémentaire spécial des ouvrages souterrains ou enterrés :

Il appartient à l'Entrepreneur de rechercher les emplacements exacts des réseaux divers existants situés au voisinage des travaux à exécuter après avoir avisé les exploitants.

Lorsque le piquetage spécial concerne des canalisations de gaz, d'eau ou des câbles électriques, le titulaire doit dix jours au moins avant le début des travaux, prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles.

L'Entrepreneur restera responsable des repères d'implantation et du nivellement mis en place, y compris sur les lots privés.

Il devra remplacer, à ses frais, les repères qui auront été détruits ou qui devront être déplacés. Tous les frais de piquetage complémentaire seront à la charge de l'Entrepreneur.

7.2 Plan de récolement et contrôle de conformité

L'entrepreneur fournira obligatoirement au maître d'œuvre, conformément aux normes AFNOR relatives aux travaux à proximité des réseaux, en 3 exemplaires papier + 1 support informatique (AUTOCAD), un plan de récolement planimétrique et altimétrique des ouvrages. Les récolements devront comprendre :

- Réseaux d'assainissement EU et EP : position des canalisations, des regards, des bouches d'égout, fil d'eau de regards et branchements.
- Réseaux d'adduction d'eau : position planimétrique et altimétrique des canalisations, des bouches à clefs et regards de branchement.
- Eclairage public : position du réseau avec indication des sections de câble, position des candélabres.
- Voirie : relevés altimétriques et planimétriques de l'arrase et des différentes couches de la structure et de l'ensemble des bordures (points à relever à définir par le maître d'œuvre).

Les éléments de récolement seront à remettre au Maître d'œuvre dans la semaine suivant leur réalisation. Un courrier devra accompagner les plans de récolement pour souligner les divergences éventuelles avec le plan des travaux.

Les essais d'étanchéité et inspections télévisuelles des réseaux et ouvrages conformément à la réglementation et aux prescriptions des services concessionnaires sont à la charge du titulaire et devront être fournis au Maître d'œuvre en trois exemplaires. Il en est de même pour tous les autres contrôles tels que les essais de pression et analyse du réseau d'eau potable, la vérification de la conformité de la structure de chaussée et du réseau d'éclairage public.

7.3 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est prévu une période de préparation pour chacune des tranches. Les délais d'exécution des périodes de préparation sont fixés à l'acte d'engagement.

Les périodes de préparation ne sont pas comprises dans le délai d'exécution.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

Par les soins du responsable de l'ordonnancement, la coordination, et le pilotage

du chantier.

- Elaboration, après consultation des entrepreneurs, du calendrier détaillé d'exécution.

Par les soins de l'entrepreneur :

- Etablissement par les entrepreneurs sous la coordination du responsable O.P.C. s'il existe et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux dans le délai de 15 jours suivant la notification du marché. Il est accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires.

- Etablissement d'une notice précisant les dispositions projetées susceptibles d'avoir des conséquences sur le dimensionnement des ouvrages

- Etablissement et remise au maître d'œuvre des plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier nécessaires pour le début des travaux dans les conditions prévues à l'article 7.2 ci-après.

- Les études de synthèse ayant pour objet d'assurer pendant la phase d'études d'exécution la cohérence spatiale des éléments d'ouvrage de tous les corps d'état, dans le respect des dispositions architecturales, techniques, d'exploitation et de maintenance du projet. Elles se traduisent par les plans de synthèse qui représentent, au niveau du détail, l'implantation des éléments d'ouvrage, des équipements et des installations.

7.4 Documents nécessaires à l'exécution des ouvrages

Les documents nécessaires à l'exécution des ouvrages sont établis par le titulaire et sont soumis au visa du maître d'œuvre 10 jours avant la réalisation des travaux.

En cours d'exécution des travaux, les documents complémentaires établis par le titulaire sont soumis au visa du maître d'œuvre.

7.5 Mesures d'ordre social

La proportion maximale des ouvriers aux aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10 % et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 %.

Le titulaire doit remettre une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

7.6 Sécurité et protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

7.6.1 Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur S.P.S.

7.6.2 Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

7.6.3 Obligations du titulaire

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur S.P.S.
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier.
- Les effectifs prévisionnels affectés au chantier dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation.
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang, dont il tient à disposition leurs contrats.
- La copie des déclarations d'accidents de travail.
- Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants.
- Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. : de toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet; de son (ou ses) intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement.
- Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S.
- Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au pouvoir adjudicateur.

7.6.4 Notice en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

Sans objet.

7.6.5 Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des obligations de sécurité et de protection de la santé.

8. Contrôles, réception et garanties des travaux

8.1 Réception

Sans complément par rapport aux articles 41 et 42 du CCAG.

8.2 Garantie(s)

Le délai de garantie ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière. Il est fixé conformément aux dispositions de l'article 44 du Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux.

8.3 Assurances

En complément de l'article 8 du CCAG travaux, l'entrepreneur est tenu, pendant toute la durée des travaux, de garantir à ses frais, son matériel, ses installations, les matériaux approvisionnés par lui et les ouvrages qu'il aura exécutés contre tous vols,

détournements, dégradations ou destructions de toutes natures et d'indemniser personnellement tous tiers du préjudice qui pourrait être occasionné de ces faits.

Il ne sera alloué à l'entreprise aucune indemnité en raison des pertes, vols, avaries ou dommages occasionnés par négligence, imprévoyance, défauts de moyens ou fausses manœuvres.

Dans le délai de QUINZE (15) jours à compter du lendemain de la date de l'accusé de réception de la notification de l'attribution du marché et avant tout début d'exécution, l'Entrepreneur ou les Entrepreneurs groupés et les sous-traitants désignés au marché souscriront, s'ils ne l'ont déjà fait, auprès d'une Compagnie d'Assurances une police de **"RESPONSABILITE CIVILE DE CHEF D'ENTREPRISES"**.

Cette police couvrira, pour un montant illimité, les conséquences pécuniaires de dommages de toutes natures, corporels, matériels ou immatériels causés aux tiers, soit par le personnel salarié en activité de travail ou par le matériel d'entreprise ou d'exploitation, soit du fait des travaux, soit encore du fait d'incidents survenus après la fin des travaux et mettant en cause sa responsabilités de droit commun (article 1382 et suivants du Code Civil) en cours de travaux et pendant la période de responsabilité décennale et la période de bon fonctionnement des éléments d'équipement.

8.4 Autres garanties particulières

Garantie des végétaux

En complément à l'article 44.2 du CCAG, l'Entrepreneur est entièrement responsable de la bonne tenue des végétaux dont le délai de garantie correspond à deux années de végétation : première reprise, deuxième reprise, à compter de la date de réception des travaux.

Les plantes manquantes ou gravement mutilées ou dépérissant notoirement, seront assimilées aux plantes mortes, et seront remplacées au titre de la présente garantie.

9. Dérogations et compléments aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du Cahier des Clauses Administratives Particulières (et du Cahier des Clauses Techniques Particulières) sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

Dérogations ou complément au Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux

Le présent document déroge aux articles suivants du Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux :

Articles du présent document	Articles du Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux
------------------------------	---

L'article 2.1 "Pièces particulières" déroge à l'article	4.1
---	-----

L'article 3.2 "Modalités d'établissement des prix" complète l'article ...	9.1
---	-----

L'article 3.6.1 "Modalités de paiement direct par virements" complète l'article	10.8
---	------

L'article 5.3 "Prolongation des délais d'exécution" déroge à l'article ..18.2.2 et 18.2.3	
L'article 5.4 "Pénalité pour retard dans l'exécution" déroge à l'article	19
L'article 5.5 "Pénalités pour absence aux réunions de chantier" déroge à l'article	19
L'article 5.6 "Pénalités pour non respect des dispositions de Sécurité et protection de la Santé des Travailleurs" déroge à l'article	19
L'article 5.7 "Autres pénalités diverses" déroge à l'article	19
L'article 7.1 " Implantation des ouvrages : piquetage" complète l'article	27.2
L'article 7.1 "Implantation des ouvrages : piquetage" déroge aux articles 27.3 à 27.5	
L'article 7.2 "Plan de récolement et contrôle de conformité" complète l'article	40
L'article 7.3 "Période de préparation - Programme d'exécution des travaux: piquetage" déroge aux articles	18.1 à 28.1
L'article 7.4 "Documents nécessaires à l'exécution des ouvrages" complète l'article	29.1
L'article 8.3 "Assurances" complète l'article.....	8

L'ENTREPRENEUR

Le :

N.B. : Faire précéder votre signature de la mention « Lu et approuvé »